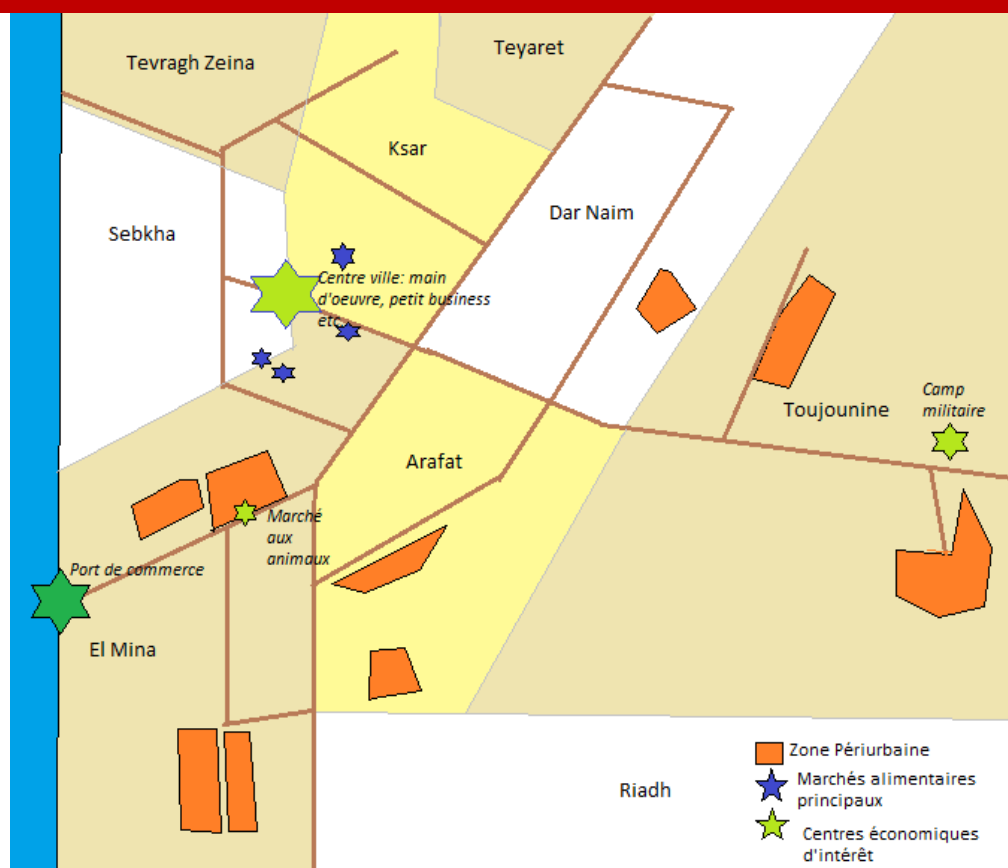


ZONE PERIURBAINE DE NOUAKCHOTT



Graph 1. Plan de la ville de Nouakchott (divisé en 9 communes)¹

¹ La carte de répartition de la « zone périurbaine » n'est pas exhaustive, mais représente les zones enquêtées.

TABLE DES MATIERES

CONCLUSIONS PRINCIPALES ET RECOMMANDATIONS	4
Le constat de l'insécurité alimentaire	4
Trouver des solutions complémentaires	4
DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDE	5
Dynamiques de sédentarisation et explication du tissu urbain	5
Définition de la zone d'étude	6
Description générale de la zone d'étude	7
METHODOLOGIE DE L'ETUDE	10
Adaptation des outils de collecte de données	10
Composition des équipes	10
Définition de la zone d'étude et sélection des zones d'enquête	10
Les étapes d'une enquête	11
Notes sur les enquêtes : problèmes spécifiques à la zone d'étude	11
CALENDRIER SAISONNIER	12
GROUPE DE MOYENS D'EXISTANCE	13
SOURCES DE NOURRITURE	15
Sources de nourriture	15
Qualité du régime alimentaire	15
Echanges de nourriture	16
SOURCES D'ARGENT	17
Détail des activités génératrices de revenu les plus pratiquées	17
DEPENSES	19
CHOCS	21
Risques	21
Stratégies	21
RECOMMANDATIONS	22
Indicateurs de sécurité alimentaire	22
Interventions de sécurité alimentaire	23
ANNEXES	26
Prix alimentaires sur le Marché Capitale	26
DONNEES METEOROLOGIQUES	27
DONNEES DE SCOLARISATION	27
QUESTIONNAIRES	28

LISTE DES EQUIPES

Support du CSA :

1. 1
2. 2
3. 3

Enquêteurs :

Equipe 1 :

Enquêteur : Hamadou Seybou

Traducteur : Jiddou O. M'bareck

Equipe 2 :

Enquêteur : Kadaf

Traducteur : Mohamedou

Equipe 3 :

Enquêteur : Sidibe

Traducteur : Moulaye

Equipe 4 :

Enquêteur : Garba

Traducteur : Mohamed Mouhamoud

Superviseur : Frédéric VIGNOUD

Coordinateur : Bakari

REMERCIEMENTS

FEWS Net

GRET

CONCLUSIONS PRINCIPALES ET RECOMMANDATIONS

Le constat de l'insécurité alimentaire :

Environ 67% des ménages en zone périurbaine de Nouakchott peuvent être considérés comme en situation de grande vulnérabilité face à l'augmentation des prix alimentaires sur les marchés locaux et à la baisse de l'offre de travail journalier pour la main d'œuvre non qualifiée. Ces ménages parviennent à assurer une relative sécurité alimentaire grâce aux systèmes d'entraide traditionnels qui sont très présents, et grâce à l'apport économique du travail des adolescents du ménage. Les 42% les plus pauvres de la population font appel régulièrement au support de leurs voisins.

Les besoins financiers de ces ménages sont partiellement remplis grâce au travail des enfants les plus âgés du ménage, ce qui limite considérablement leur capacité à poursuivre un cursus scolaire complet et à pouvoir bénéficier d'un meilleur niveau de vie quand ils seront adultes, assurant ainsi la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

Enfin, le manque de capacité d'investissement, même minimale, limite ces ménages à la pratique des activités économiques les moins rentables pour subvenir à leurs besoins quotidiens. Leur grande vulnérabilité aux principaux risques (chroniques ou très probables) liés à leur dépendance exclusive aux marchés alimentaires et de la main d'œuvre non qualifiée assurent enfin que même exceptionnellement ces ménages ne puissent pas accumuler de capital !

Ces ménages peuvent être considérés comme en état d'insécurité alimentaire chronique : même s'ils parviennent à faire à peu près face à leurs besoins en énergie, la qualité de leur alimentation est au mieux médiocre car très pauvre en légumes, sources de protéines et totalement dépourvue de fruits.

Trouver des solutions complémentaires

Supporter les marchés qui offrent les plus fréquentes sources de revenus

La plupart des ménages pauvres et très pauvres devraient bénéficier d'un support économique sur certains marchés très spécifiques : Une grande partie de ces ménages dépendent pour une majorité de leurs revenus de la vente de main d'œuvre non qualifiée, en particulier sur le marché de la construction. La plupart des ménages sont donc directement vulnérables à une baisse de l'activité de construction. Cependant, un **support judicieux du marché de la construction** peut aussi être un moyen de supporter la sécurité alimentaire d'une majorité des ménages vulnérables sans mettre en danger les systèmes d'entraide traditionnels. De même, le **petit commerce alimentaire** et le **tissage de voiles** sont les activités les plus universellement pratiquées par les femmes de ces ménages, et un support à ces marchés (tontines, capital de départ, subventions et organisation des filières) bénéficierait non pas seulement à quelques ménages mais à la quasi-totalité des ménages de la zone périurbaine !

Protéger la sécurité alimentaire des plus vulnérable

Les ménages qui manquent de la force de travail nécessaire pour être touchés par un support au marché de la construction ont très peu de chances d'être capables d'améliorer leur sécurité alimentaire. Il serait conseillé pour ces ménages de bénéficier d'un **transfert régulier** qui leur permettrait de moins dépendre du travail des adolescents, et d'assurer une alimentation équilibrée à leurs membres. Ce support régulier pourrait encourager ceux qui le peuvent à accéder au crédit, et donc à lisser leur consommation alimentaire au cours de l'année, mais aussi à être capable d'investir, même des sommes minimales, dans des activités à plus long terme (petit commerce etc...). Il est cependant à redouter qu'un tel filet de sécurité ne parviendra à assurer un impact positif sur la productivité des ménages que s'ils sont également **protégés des chocs chroniques** de la zone, en particulier de la hausse saisonnière des prix de l'eau et risques sur leur santé ! Une partie de cette protection pourrait être assurée par un transfert saisonnier, au moins pour les chocs chroniques.

DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDE

Dynamiques de sédentarisation et explication du tissu urbain

La ville de Nouakchott est le centre administratif de la Mauritanie. Elle a été créée en 1957 / 1958 autour du petit village de pêcheurs / pasteurs du Ksar. Située à mi-chemin des deux grandes zones de populations du Pays, elle a été construite récemment et est entourée par la mer à l'ouest et un désert aride. En plus de l'activité administrative, Nouakchott est aussi l'un des plus gros ports de commerce du Pays. Outre des deux pôles économiques, il existe peu de sources de « création de valeur » qui permettent de soutenir les revenus de sa population.

Une fois l'administration établie, la ville a connu plusieurs vagues de migration / sédentarisation successives, à chaque grande sécheresse entre les années 60 et 90.

Dû à cet afflux de population dans une ville aux ressources limitées, Nouakchott est devenue dans les années 90 un exemple préoccupant de croissance anarchique de bidonvilles. Certains auteurs ont estimé que 50 à 70% de la population de Nouakchott vivait en bidonville en 1997² !

Cependant, en plus de ces mouvements centripètes, les populations dans la zone d'étude ont dans beaucoup de cas bougé au sein des communes de Nouakchott, en particulier depuis le début de la politique de lotissement engagée par l'administration de Nouakchott depuis les années 90. Nos enquêtes n'ont révélé aucun flux massif de migration centripète vers les bidonvilles de Nouakchott après les années 1990 ! Ainsi, la majorité des migrations en provenance de zones rurales semble être survenues au moins 10 à 15 ans dans le passé, et la plupart des populations de la zone périurbaine ont depuis changé au moins une fois de lieu d'habitation au sein des communes de Nouakchott !

Les raisons de ces migrations internes au tissu urbain sont multiples. Les phénomènes non-liés à la politique de lotissement sont essentiellement économiques : augmentation du prix des loyers en centre ville (années 1990), augmentation du prix de l'eau rendant les activités agricoles non-rentables (2004). Ces mouvements concernent des populations qui avaient migré des zones rurales, mais avaient pu s'intégrer au réseau économique urbain avant qu'un choc économique ne les pousse à leur tour vers les zones de bidonville.

La politique de lotissement est devenue la principale dynamique de ces mouvements : certaines zones occupées en bidonville (Kebba et Gazhra) ont été loties, en particulier à proximité du centre ville, entraînant l'expulsion des résidents originaux non recensés (qui vont s'établir dans un autre bidonville), et la sédentarisation temporaire ou permanente des personnes (résidents originaux ou provenant d'autres bidonvilles) auxquelles ont été allouées ces terres. Si le terrain lotis est proche d'un centre économique, ces personnes vont souvent revendre leur lot à des populations plus nanties et partir se réinstaller dans un autre bidonville. Le bidonville lotis se construit progressivement avec des maisons modestes et d'autres opulentes. Si le terrain lotis est loin d'un centre d'intérêt, les habitations seront principalement composées de baraques en bois intercalées de quelques maisons en dur construites progressivement par les moins pauvres de la zone. La qualité de vie dans ces zones répond toujours à notre définition de zone périurbaine car elle reste très précaire.

La politique de lotissement a également créé une forte spéculation sur la terre. Ainsi, certaines zones de Gazhra ont été « appropriées » par des ménages aisés, qui ont soit partiellement construit une habitation en dur soit payent un ménage plus modeste pour occuper la terre en leur nom. Ils espèrent obtenir le terrain lors du lotissement de la Gazhra. Certaines de ces habitations sont aussi utilisées, en périphérie de certaines communes, comme résidence secondaire par les populations aisées du centre ville. Ainsi, le terme Gazhra cache des réalités très différentes, depuis les groupes de barques en bois jusqu'aux lotissements de maisons cossues en construction.

- ² Tidiane KOITA, « Programme Alimentation en eau potable dans les quartiers périurbains et les petits centres », Coopération Française, Décembre 1997.

Définition de la zone d'étude

Il n'a donc pas été possible d'utiliser les délimitations administratives existantes pour définir notre zone d'étude et collecter des données. Après un tour de terrain de la plupart des Gazhra et Kebbe, et consultation avec le CSA, il a été décidé de définir la zone péri-urbaine comme la zone de lotissement des communes de Nouakchott « en périphérie (cad en marge) des standards acceptable de lotissement ». Ainsi, les zones périurbaines sont caractérisées pour cette enquête par :

- Un habitat majoritairement précaire, c'est-à-dire constitué en grande partie ou en totalité d'habitations en planches et autre matériel de récupération.
- L'absence de réseaux d'approvisionnement en eau et électricité.

L'équipe d'enquête a défini la zone périurbaine de Nouakchott comme la zone d'habitat précaire, à ne pas confondre avec les définitions locales de Kebba (anciens bidonvilles aujourd'hui inclus dans le tissu urbain), et Gazhra (zones de sédentarisation non lotie par l'administration : les ménages ne sont pas propriétaires de la terre sur laquelle est bâti leur logement, et peuvent être expulsés par l'administration). En particulier, certaines Gazhra, par leur lotis principalement construit, et leur proximité aux marchés, ne pouvaient plus être considérées comme des zones d'habitat précaire. A l'opposé, des zones loties par l'administration (donc occupées légalement), ont été considérées comme habitat précaire.

La zone d'étude est caractérisée par son morcellement en de multiples emplacements à travers la ville de Nouakchott. La plupart de ces emplacements sont situés à relative proximité de centres économiques d'intérêt qui fournissent une source de revenu attractive à une population principalement non qualifiée, en particulier pour les groupes moyens et pauvres. Certains centres sont cependant éloignés des centres économiques en raison du choix par l'administration des zones de lotissement. La densité de population dans la zone d'étude est plus importante à mesure que l'on se rapproche du centre-ville. Le lotis est le plus souvent composé de baraques en planches, avec quelques rares constructions en semi-dur (murs en parpaings, toit en tôle), et quelques tentes semi-solides dans les zones de moindre densité de population.



Description générale de la zone d'étude

Populations

La zone d'étude n'a pas été définie en fonction des limites administratives disponibles. De plus, les données de population ; étant extrêmement sensibles en raison du processus d'allotissement, sont difficiles à obtenir lors des interviews sur le terrain. Aussi, une estimation des populations vivant en zone périurbaine de Nouakchott a été réalisée à partir des informations collectées sur le terrain et par l'utilisation de photo satellites (Google Map – photo aérienne datées d'avril 2009, voir annexes). Chaque zone périurbaine a été repérée grâce à son lotis, facilement identifiable par photo aérienne. Pour chaque zone, un rectangle de comptage de taille standard a été sélectionné, le nombre de bâtis évalué, et le nombre de foyers calculé en fonction des données récoltées sur le nombre de bâtis moyen par ménage en zone périurbaine. Ces données ne peuvent prétendre remplacer un recensement, mais restent à notre connaissance les moins politisées disponibles. Elles ne prétendent pas en tous les cas donner plus qu'une idée générale de la population présente en zone périurbaine.

Commune	Population totale ³	Estimation de la population en "zone peri-urbaine"	
Teyareth	46 351	-	0%
Ksar	43 531	-	0%
Tevragh Zeina	48 093	-	0%
Toujounine	56 064	21 700	39%
Sebkha	63 474	-	0%
El Mina	95 011	66 500	70%
Dar Naim	61 089	7 700	13%
Araffat	102 169	47 250	46%
Riyadh	42 413	-	0%
TOTAL	558 195	143 150	26%

La charge en population « périurbaine » est très inégale d'une commune à l'autre. Cette charge est presque intégralement concentrée dans 3 communes, Araffat, Toujounine et particulièrement plus particulièrement El-Mina qui a bénéficié récemment de programmes de relogement (qui ont été considérés comme « zone periurbaine » dans le cadre de notre étude. Il est également à noter que certaines Gazrha sont aujourd'hui totalement incluses au milieu du tissu urbain de Nouakchott. C'est en particulier le cas des Gazrha de Araffat (Araffat 1 et 2) et des Gazrah et Kebbe de ElMina (Marbatt et Mendez).

Marchés alimentaires

La Mauritanie importe la plus grande partie de l'alimentation consommée, en particulier les céréales⁴. Seules les couches les plus pauvres de la population consomment les « céréales traditionnelles » produites dans le pays. Les imports se font pas route en provenance du Sénégal (route de Rosso), et par mer par les ports de Nouadhibou et Nouakchott, et sont contrôlés par un oligopole privé.

Les flux alimentaires de la population périurbaine de Nouakchott passent tous par le centre ville pour les produits secs, et directement par le port de pêche pour le poisson frais (source principale de protéines animales dans l'alimentation). Les apports directs en provenance des zones rurales sont négligeables, surtout pour la viande. Les céréales (riz et blé), légumineuses (niébé), sucre et huile sont les principaux produits d'import consommés. Les centres de gros sont situés dans le centre ville, à partir desquels les commerces secondaires à proximité des zones d'étude sont approvisionnés. Les populations enquêtées, à part les moins pauvres, achètent leurs aliments

³ RHPG 2000, Bureau des Statistiques de Mauritanie

⁴ La Mauritanie a produit 21% de ses besoins en céréales au cours de l'année 2008 / 2009 – source CSA

au jour le jour et en petites quantités chez les commerçants locaux. Si les prix sur les marchés principaux ne présentent pas de fluctuations saisonnières évidentes⁵, il n'en est pas de même pour les commerces périphériques. L'augmentation des prix alimentaires au cours de la saison chaude est fréquemment une cause avancée pour expliquer que cette période soit la période de soudure. Il est fort probable que la demande élevée pour le transport de l'eau au cours de cette saison augmente le coût du transport par charrette, et donc le coût de l'ensemble des aliments. Cependant, cette augmentation saisonnière a été masquée ces dernières années par les variations des prix sur les marchés internationaux. Il semble cependant évident que les prix sur les marchés locaux ne sont pas uniquement dépendants des prix dans les marchés centraux.

Centres générateurs de revenus

Le revenu des populations de la zone d'étude est généré par une grande diversité d'activités économiques. Aucune production alimentaire commerciale de taille n'a été notée dans la zone d'étude. Les ménages moyens et nantis possèdent en général quelques chèvres et moutons, le plus souvent destinés à la consommation du ménage (lait en saison, viande pour le ramadan).

La plupart des zones d'étude sont situées autour d'un ou plusieurs centres d'intérêt économique qui permettent à ses habitants d'avoir un accès plus aisé à une source de revenu (spécifiquement masculine) caractérisant en général les ménages pauvres et moyens : Dockers (permanents, temporaires enregistrés, occasionnels) au port de commerce pour les zones de Sebkha et El Mina, Bouchers et courtiers en animaux pour la zone de Marbatt et Mendez (El Mina), salaires de gardiennage pour les anciens militaires de la zone de Toujounine Sbeha... Les activités portuaires sont particulièrement demandeuses en main d'œuvre en fin et milieu d'année, tandis que le commerce de viande et d'animaux est particulièrement actif avant le ramadan.

En plus de ces activités spécifiques à chaque zone, l'ensemble des ménages des groupes TP, P et M dépendent du marché de la construction (vente de main d'œuvre non qualifiée et qualifiée, récolte et vente de gravier sable etc...) et de la transformation textile (tissage et teinture de voiles).⁶

Services

L'accès à l'éducation est en général permis pour tous les groupes sociaux-économiques, mais la durée de scolarisation est plus réduite pour les groupes les plus pauvres, probablement en raison de leur grande dépendance économique sur le travail de leurs enfants (travaux de domestiques, transport d'eau ...). De plus, le manque de professeurs et de salles de classe amène la plupart des familles à dépenser plus pour la scolarisation de leurs enfants dans les écoles coraniques. Ces écoles sont en générale plus coûteuses mais les professeurs acceptent des enfants même quand les parents se voient dans l'incapacité d'acquitter les frais de scolarité !

L'accès à l'eau est assuré par la présence de fontaines publiques, partiellement suppléés par des tanks à eau privés dans les parties les plus reculées du centre ville. L'approvisionnement des ménages se fait en général par charrette privée depuis le point d'eau jusqu'au ménage. Le coût de l'approvisionnement en eau, doublé où triplé par le transport selon la saison, est un poste important dans le budget des ménages, en particulier dans les zones où les bornes fontaines publiques ne sont pas facilement accessibles. Un système de citernes publiques, remplies par l'administration communale, est en place mais la fréquence des approvisionnements est rarement en rapport avec les besoins de la population. Dans tous les cas, les approvisionnements par charrette à partir des bornes fontaines reste le principal mode d'approvisionnement en eau des bidonvilles quel qu'en soit le coût. Le coût de l'eau et de son transport en saison sèche augmente considérablement en raison d'une relative baisse de production aux bornes fontaines.

L'électricité est en général disponible, fournie par des intermédiaires privés qui ont réussi à obtenir un compteur électrique, et laissent ceux qui le peuvent se connecter en échange d'un coût fixe mensuel. L'électricité n'est en général pas accessible aux groupes sociaux-économiques les plus pauvres en raison du coût de ces branchements illégaux : une somme de 1500 à 2000 UM est versée mensuellement, en plus d'un abonnement annuel variable (entre 2000 et 10,000 UM) et du prix des câbles eux-mêmes ! Qui plus est, la multiplication des

⁵ Voir graphiques des prix collectés au « Marché Capitale » par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire

⁶ Pour plus de détails, voir en annexe le détail des activités économiques les plus pratiquées.

lignes électriques, branchées « artisanalement » entre elles, courant à même le sol sur des centaines de mètres parfois dans les rues et sur les places, constitue un danger potentiel pour les habitants, et en particulier pour les enfants.

Les services de santé La qualité des services de santé est presque généralement négativement commentée par les populations interrogées. Il est fort probable que les commentaires recueillis n'aient pas été complètement honnêtes sur ce sujet, mais il semble y avoir un réel consensus sur le fait que :

- la maladie est un des risques principal pour les ménages de la zone périurbaine (le manque de structure sanitaire et d'eau augmente les risques, tandis que la dépendance économique à des activités de main d'œuvre non qualifiées pour la nourriture quotidienne augmente l'impact de la maladie sur l'économie des ménages).
- L'accès aux consultations est limité : manque de médecins, coût prohibitif de la consultation, coût élevé du transport à l'hôpital dans certaines zones.
- Les moyens de traitement sont trop chers où non disponibles : il est fréquent que des ménages déclarent ne pas être capables de se fournir les produits pharmaceutiques recommandés par ordonnance médicale !

Les services d'hygiène sont quasiment inexistants. Un système de collecte de déchets n'a été constaté qu'une seule fois et ne peut être considéré comme typique. Les latrines ne sont présentes que chez les ménages les plus riches dans certaines zones. Ces ménages les partagent avec leurs voisins, mais une grande majorité de la population n'a pas accès à des latrines.

METHODOLOGIE DE L'ETUDE

L'enquête des zones périurbaines de la ville de Nouakchott a été réalisée au moyen de la méthodologie HEA (Household Economy Approach). Cette méthodologie a été initialement développée pour les milieux ruraux agricoles, et a donné lieu à différentes adaptations en fonction des milieux où elle a été utilisée. Cette méthode est aujourd'hui utilisée avec succès dans les zones pastorales et agropastorales, par exemple au Mali, au Niger et en Mauritanie⁷.

Adaptation des outils de collecte de données

Cette méthode n'a par contre pas été très fréquemment employée en contexte urbain, et l'ensemble des questionnaires ont dû être adaptés. Les sources d'information utilisées pour revoir la méthodologie ont été principalement :

- Les outils déjà développés par les équipes de Save the Children pour leurs enquêtes en milieu rural, afin de conserver autant que possible l'homogénéité des données collectées dans l'ensemble de la région.
- Les guides développés par le groupe FEG-consulting (Food Economy Group) sur les spécificités du HEA en milieu urbain.

Les principales adaptations apportées aux questionnaires existants ont été :

- Une description plus en détail des activités des membres du foyer et de leurs capitaux.
- Très peu de détails récoltés sur les activités de production animales et agricoles.
- Une plus grande attention apportée à la périodicité des dépenses (hebdomadaires, mensuelles...)

Le questionnaire a été brièvement discuté avec les équipes de collecte de données. Les questionnaires sont en annexe (voir page 28).

Composition des équipes

Une équipe de 4 enquêteurs, un superviseur, et 5 traducteurs a été réunie pour cette enquête. Les enquêteurs et une partie des traducteurs sont des praticiens aguerris de la collecte de données à l'aide de la méthode HEA en milieu rural, et avaient déjà consécutivement enquêtés deux autres zones de moyens de subsistance en Mauritanie avant de participer à cette enquête.

Qui plus est, l'équipe d'enquête a été assistée par 3 personnes du CSA (Conseil à la Sécurité Alimentaire) tout au long de l'enquête. Leur participation, à la fois comme personnes ressources, facilitateurs auprès de l'administration communale, et leur aide pendant la collecte des données, a été d'une grande aide.

Définition de la zone d'étude et sélection des zones d'enquête

Des entretiens avec des personnes ressources clés de Nouakchott ont été organisées pour mieux comprendre les dynamiques de population et tenter de définir et délimiter la zone d'étude. En particulier, la participation de FEWS Net et du GRET ont été capitales. Sur la base de ces informations, et d'un premier tour de terrain organisé avec le support de FEWS et du CSA, la plupart des zones périurbaines ont été listées et classées en fonction de leur densité de population, éloignement au centre ville, et type d'habitat.

Une présélection représentative des différents contextes a été réalisée, et un tour de terrain exhaustif de ces zones a été effectué pour confirmer cette sélection. Lors de ce tour de terrain, il est apparu que :

- Certaines zones périurbaines n'existaient plus, et leur population avait été déménagée depuis longtemps.
- Certaines zones sélectionnées ne pouvaient pas être considérées comme périurbaines selon notre définition en raison de leur lotis en dur, et parfois riche !

⁷ *** Mettre au moins le titre d'un autre HEA qui vous avez fait récemment.

Une sélection finale de 8 zones périurbaines a été effectuée pour notre étude, en collaboration avec le CSA. Malgré cette méthode, il nous a été impossible de compléter nos enquêtes dans un certain nombre de zones (Sahelim (district de Araffat), Mendez CK17 (district El Mina)) en raison de fortes tensions interethniques et politiques. Nous avons donc dû « rajouter » de nouvelles zones pour les remplacer, toujours en collaboration avec le CSA. Les zones sélectionnées et enquêtées sont les suivantes :

District	Nom	Block
El Mina	Marbatt	CK13
	Marbatt	CK4
	Dar Beida	Bazra Valla
	Dar Beida	Sans fiche
Dar Naim	Mukaité	Bloc Ouest
Toujounine	Hopital Sheik	H18
	Sbehra	Extension

Les étapes d'une enquête

Dans chacune de ces zones, les équipes ont suivi la procédure suivante :

- 1- Entretiens à la mairie, afin de tracer les lignes générales de la commune, et obtenir une personne ressource de la Mairie pour faciliter les deux étapes suivantes du processus.
- 2- Visite de la zone d'enquête avec la personne ressource de la mairie ; afin de cartographier la zone et si nécessaire en sélectionner un bloc représentatif pour nos enquêtes.
- 3- Introduction par la personne ressource de plusieurs personnes ressources de la zone d'enquête.
- 4- Introduction de l'enquête, prise de rendez vous et explication des préparations nécessaires pour le premier entretien.
- 5- Discussion de groupe avec des personnes ressources (fiche 3). Prise de rendez vous et explication des préparations nécessaires pour le second entretien.
- 6- Organisation des groupes sociaux économiques. Discussions de groupe (fiche 4) pour chaque groupe de 6 à 8 représentants d'un groupe sociaux-économique.

En parallèle avec le travail d'enquête régulier, deux interviews spécifiques ont été réalisées, l'une sur le petit commerce alimentaire, l'autre sur le marché de la main d'œuvre.

Notes sur les enquêtes : problèmes spécifiques à la zone d'étude

Les tensions politiques et tribales présentes dans la zone d'étude n'ont pas facilité les enquêtes. En particulier, il a été relativement difficile de sélectionner des personnes ressources fiables, afin de faire en sorte que le processus d'enquête, depuis le début (discussion de groupe avec des personnes ressources de la communauté), soit inclusif. Cela a conduit assez fréquemment à de nombreuses tensions lors de notre venue et un rejet général de la notion de « personnes représentatives » pourtant critique dans le cadre d'une méthode d'enquête basée sur des groupes de discussion.

Il a en général été assez difficile d'obtenir des groupes de discussion homogènes et vraiment représentatifs d'un type sociaux-économique. En pratique, les enquêteurs ont vérifié l'appartenance des personnes aux groupes en début d'enquête et n'ont considéré que les réponses d'une partie des personnes enquêtées.

Dans certains cas, la première étape de discussion (groupe de discussion avec des personnes ressources^o n'a pas été suffisamment inclusif de l'ensemble des tendances de la zone d'enquête). Comme résultant, les enquêtes par groupe sociaux-économiques n'ont pas été possible. Afin de palier à ce problème, les équipes d'enquête ont été amenées à réaliser une à deux visites de « sensibilisation et explication » supplémentaires dans les zones jugées « sensibles » afin de préparer le premier et le second entretien.

CALENDRIER SAISONNIER

	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin	Jul	Août	Sept	Oct	Nov	Dec
Saison chaude												
Saison des pluies												
Prix élevés												
Période de soudure												
Activités textiles												
Tissage de voiles												
Couturier												
Transport												
Transport via charrette (eau et matériel de chantier)												
Taxi												
Activités portuaires												
Doker professionnel												
Doker occasionel (enregistré)												
Doker occasionel (non enregistré)												
Activités de construction												
Electrivity / menuiserie												
Maçonnerie / Terrassiers / Commerce de sable et gravier												

Saisonnalité

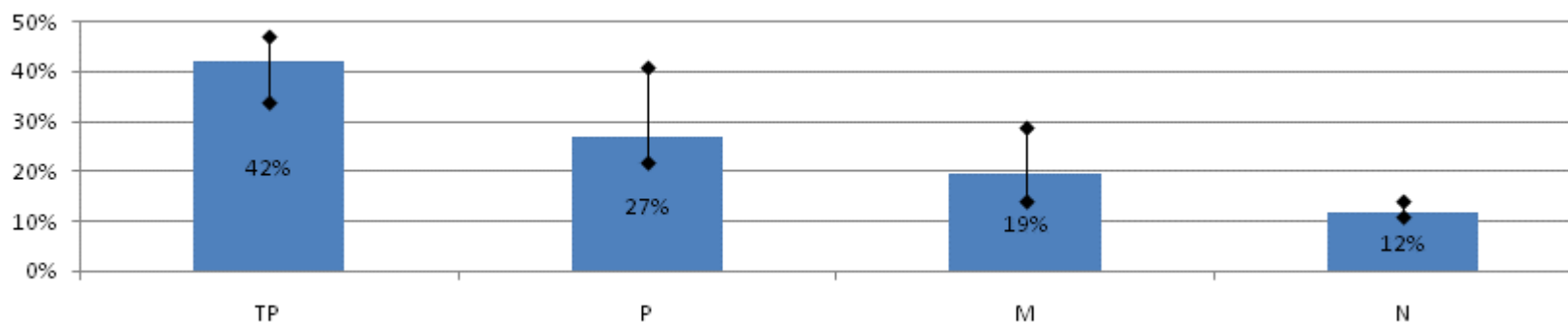
Seulement quelques activités économiques ont une saisonnalité spécifique. Cependant, la plupart des ménages pratiquent plusieurs activités économiques, et peuvent compenser une diminution de revenus sur un type d'activité par une autre activité.

La période de soudure est liée à la fin de la saison sèche et chaude, au cours de laquelle plusieurs phénomènes se conjuguent : hausse des prix de l'eau, baisse de la disponibilité du poisson et des légumes, hausse des prix alimentaires en général lié à la hausse du coût du transport. Cependant, les variations pluriannuelles, à la fois des prix alimentaires et de la disponibilité des sources de revenus, ont été considérablement plus importantes que les variations saisonnières habituelles.

Année de référence :

Notons que l'année de référence (mai 2009 – avril 2010) utilisée pour cette enquête est jugée comme mauvaise par l'ensemble des groupes interrogés, en raison à la fois du manque de travail sur les chantiers, de hausse des prix alimentaires (en particulier du sucre depuis janvier 2010). L'année de référence n'est cependant pas jugée comme très mauvaise, et les causes de l'évaluation de cette année comme « mauvaise » semblent plus être des phénomènes de longue durée qu'exceptionnels.

GROUPES DE MOYENS D'EXISTANCE



Taille du ménage	7 (6 / 8)	8 (7 - 10)	8 (6 - 9)	8 (7 - 9)
Adultes capables de travailler	1,5 (1 - 2)	2	2	2
Enfants ayant une activité économique	1 (0 - 1)	1,5 (0 - 3)	1	0
Type d'activités économiques les plus fréquentes	Main d'œuvre non qualifiée, sans outils Tissage (femme et filles) Très petit commerce Bonnes (filles) Dons des voisins et proches Mendicité possible	Main d'œuvre non qualifiée avec outils Tissage (femme et filles) Commerce de produits frais et couscous Bonnes et Charretiers (enfants)	Main d'œuvre qualifiée et non qualifiée Petit salaire / gardiennage Courtier Chauffeur de Taxi (en location) Commerce (moyen) Tissage, teinture et vente de voiles Charretiers	Fonctionnaire Taxi (propriétaire) Commerce (large / détail tous produits) Courtier et sable et gravier / sel Tissage de voiles (haute qualité)
Revenu (cash) annuel	500,000 UM (420 - 560)	690,000 UM (660 - 760)	1,120,000 UM (1,020 - 1,350)	1,650,000 UM (1,550 - 1,800)
Remarques	La présence dans ce groupe de nombreux ménages dirigés par une femme seule.			

Les ménages classés comme « Très Pauvres » se distinguent des autres groupes par le faible nombre d'adultes capables de travailler et le fait qu'ils se concentrent sur des activités à faible revenu. Ce groupe est assez hétérogène, puis qu'une partie non négligeable du groupe inclus des ménages dont le chef est une femme. Mais même pour les ménages avec deux adultes capables de travailler, les revenus tirés d'activités similaires sont plus faibles que pour les autres groupes. En particulier, les ménages pauvres et très pauvres (quand un homme est présent dans le ménage) dépendent principalement de la vente de main d'œuvre non qualifiée. Cependant, les ménages très pauvres, probablement en raison de l'absence de capital (outils de travail), de dépenses limitées en communications et transport, ont des revenus plus faibles par jour de travail (même s'ils reçoivent un repas), et travaillent moins fréquemment que les hommes des ménages pauvres. Pour compenser, les ménages très pauvres font travailler au moins un enfant à plein temps, fréquemment une activité de domestique pour une fille et une double activité de charretier et main d'œuvre pour un garçon. Les ménages du groupe des très pauvres avec à leur tête une femme trouvent leur revenu principal dans un mixte de petit commerce et de tissage de voiles où la mère et une fille au moins travaillent. Ces ménages dépendent en grande partie des repas offerts par les employeurs et par des proches et des voisins.

Les ménages du groupe « Pauvres » ont plus de main d'œuvre disponible que le groupe précédent, et sont en général capables de générer plus de revenus par activité. En particulier, leur capacité à acheter des outils, à investir dans le transport quotidien et en communications permet aux hommes d'être plus « versatiles » quand à leurs activités : ils peuvent vendre leur main d'œuvre directement, où en passant par un maître artisan, voire même parfois travaillent en tant que main d'œuvre qualifiée sur de petits chantiers ! Les activités des femmes, filles et garçons sont à peu près identiques à celles constatées dans les ménages très pauvres, mais le nombre d'enfants travaillant est généralement supérieur. Il est à noter que ces ménages ont en général accès à de petits crédits en nature chez les boutiquiers locaux, permettant ainsi de compenser les périodes sans revenus sans pour autant faire appel à la générosité de leurs voisins.

Les ménages du groupe « Moyen » dépendent principalement d'activités qui requièrent une capacité spécifique (doker professionnel, ouvrier qualifié, gardiennage...) et / ou une capacité d'investissement importante (de 100 à 300 kUM) : commerce de taille moyenne, chauffeur de taxi (en location), courtier en bétail / sable / sel etc..., teinture et revente de voiles Il est rare pour ces ménages que plus d'un enfant travaille, en général un garçon travaillant comme charretier sur la charrette familiale. Le niveau d'éducation maximal atteint le secondaire. Les hommes et femmes de ce groupe se retrouvent principalement dans les mêmes secteurs d'activité que pour les groupes précédents, mais à un niveau plus en « aval » de la chaîne de production de biens où de services.

Les ménages du groupe « Nantis » dépendent de métiers extrêmement diversifiés, dont le point commun est en général de ne pas être directement dépendant du marché de la construction : propriétaires de taxi, fonctionnaires, propriétaires de boutiques... Le capital investi dans leur activité principale dépasse souvent les 900 kUM. Le salaire du mari où les revenus de la boutique rapportent le revenu principal, à côté desquels sa femme soit aide dans la boutique soit investit sont temps dans des activités à long terme : tissage de voiles de grande qualité, participation à des groupes communautaires de commerce / tontines etc...

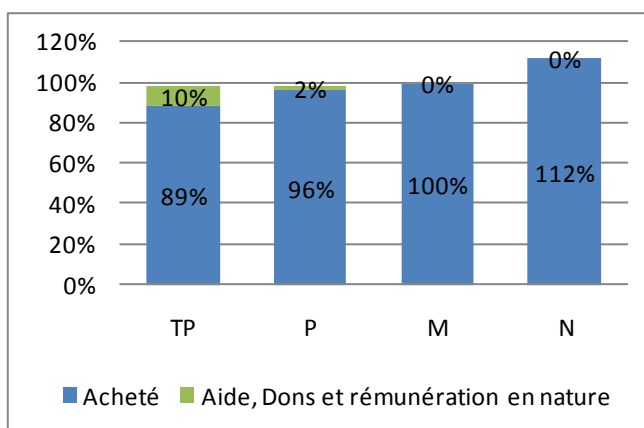
SOURCES DE NOURRITURE

Sources de nourriture

L'ensemble de la nourriture consommée par les ménages de la zone est achetée sur les marchés. La production laitière et de viande du petit élevage rencontré parmi les ménages moyens et nantis a un impact nutritif et économique négligeable à l'échelle du ménage, et encore plus à l'échelle de la zone, même si il reste indispensable pour le bénéfice des fêtes traditionnelles.

Il est intéressant de noter que la couverture des besoins énergétiques des foyers les plus pauvres (pauvres et très pauvres) est de manière consistante inférieure à celle des ménages les plus riches.

Les ménages du groupe très pauvre reçoivent 3% environ de leurs besoins énergétiques sous forme de dons provenant de leurs voisins plus nantis. Il est fréquent que ces ménages, ne parviennent pas à réunir suffisamment de fonds pour acheter de quoi manger à la fin de la journée, et dans ce cas leurs voisins partagent avec eux une partie du repas qu'ils se sont préparés. Ici, seuls les échanges à sens-unique (avec des ménages plus nantis) sont comptabilisés. La valeur exacte de cette contribution reste difficile à définir, et est probablement sous-évaluée dans cette enquête. En plus de cela, les ménages du groupe des P et TP reçoivent 3 à 7% respectivement de leurs besoins énergétiques sur le lieu de travail, en particulier pour les garçons charretiers, les filles domestiques, et la main d'œuvre non qualifiée chez les TP.



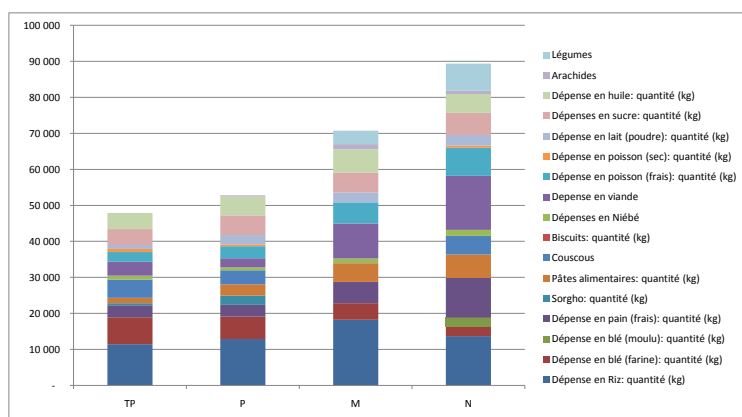
Apport énergétique des différentes sources de nourriture, désagrégé par groupe sociaux-économique

Qualité du régime alimentaire

La qualité de la nourriture consommée varie grandement d'un groupe à l'autre. Elle est ici mesurée à partir du détail des dépenses alimentaires, mesurées en unités monétaires par personne.

Céréales

En ce qui concerne les céréales, le sorgho n'est typiquement présent que dans le régime alimentaire des ménages les plus pauvres. Les quantités de pain et de pâtes alimentaires augmente avec le niveau de vie des ménages. Les pâtes alimentaires sont en particulier appréciées car elles permettent de réaliser un repas sans demander autant de travail que les repas traditionnels, indiquant ainsi un relatif avantage des ménages riches à libérer la main d'œuvre féminine du ménage. Notons enfin que les ménages riches ont tendance à dépenser moins d'argent pour les céréales les plus consommées en raison de leur capacité à acheter en gros, donc à des prix moindres, que les autres groupes.



Dépenses alimentaires par personne désagrégées par type d'aliment et par groupe sociaux économiques

Protéines

Les ménages pauvres et très pauvres ont des dépenses quasiment équivalentes en ce qui concerne la viande et le poisson. Les ménages très pauvres ont cependant plus tendance à acheter du poisson sec, qui accommode mieux les plats (très faibles dépenses en condiments). Leur consommation en lait en poudre est également minimale comparée aux autres groupes. Les ménages Moyens et Riches ont par contre une consommation en protéines animales considérablement supérieure !

La consommation en légumineuses est par contre relativement homogène pour les groupes très pauvres, pauvres et moyens !

Aliments énergétiques

Il est à noter que comme dans la plupart des cultures sahéliennes, le sucre, en particulier consommé sous forme de thé, joue un rôle important dans l'apport énergétique quotidien (entre 10 et 18%).

Légumes

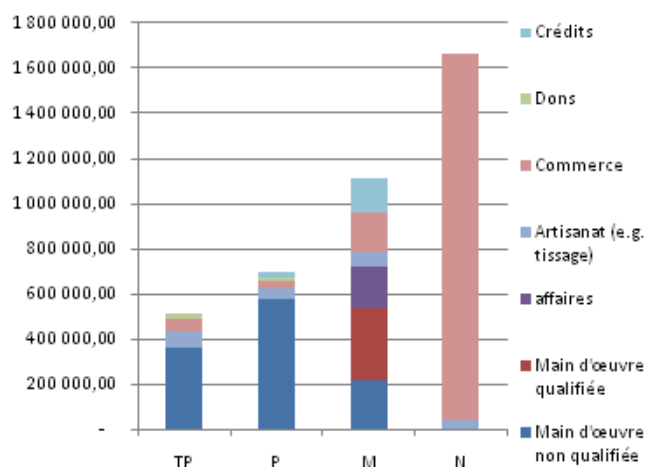
Seuls les ménages moyens et nantis se procurent régulièrement et de façon substantielle des légumes pour préparer les repas. Pour les ménages pauvres et très pauvres, les dépenses en légumes ont été agrégées aux dépenses en condiments, qui restent minimales !

Echanges de nourriture

Les échanges de nourriture entre les groupes n'ont pas pu être estimés avec fiabilité, en particulier la pratique assez fréquente d'offrir le thé. Ce phénomène explique probablement en partie le fort taux de couverture des besoins alimentaires des ménages nantis : une partie seulement de leurs dons en nature a pu être évaluée, le reste étant considéré ici comme consommé même si le repas et les thés sont en réalité partagés avec d'autres.

Cependant, la valeur des repas distribués (coût des denrées achetées) a été estimée dans la partie dépenses.

SOURCES D'ARGENT



Sources de revenu monétaires, désagrégés par groupe sociaux économique

Les sources de revenus au sein d'un ménage sont beaucoup plus diversifiées pour les ménages du groupe des « Moyens », qui du fait d'un pouvoir de mobilisation de capital en prêt et de la possession de compétences spécifiques, font preuve de beaucoup plus de versatilité dans leurs activités que les autres groupes. Les dons en argent, bien que peu importants sur l'année, sont essentiels pour les ménages les plus pauvres car ils permettent de faire face à des pics de dépenses (achat de vêtements etc...) nécessaires alors que ces ménages n'ont en général pas accès au crédit !

Cependant, il est évident que la grande majorité des ménages de la zone d'étude dépendent principalement du marché de la main d'œuvre non qualifiée : Même sans compter le travail de domestique des filles et de charretier des garçons, le travail de main d'œuvre (sur les chantiers, comme portefaix etc...) représente 33% des revenus des ménages très pauvres et 44% du revenu des ménages pauvres, et presque 50% du revenu des ménages moyens. La sécurité alimentaire de ces ménages est dans l'ensemble très vulnérable à un choc sur les marchés de la construction, et dans une moindre mesure, sur les activités portuaires qui fournissent un nombre non-négligeable d'opportunités d'emplois !

Notez que les ménages du groupe des nantis sont spécialisés dans une seule activité, en générale peu dépendante du marché de la main d'œuvre. Cependant, cette activité est très variable d'un ménage à l'autre, aussi la représentation graphique des revenus de ce groupe ne doit être comprise ici que comme un exemple.

Détail des activités génératrices de revenu les plus pratiquées

Main d'œuvre masculine

En plus de ces activités spécifiques, la quasi-totalité des ménages (hormis les ménages nantis) dépend du marché de la construction qui génère une grande panoplie de métiers de main d'œuvre qualifiée et non-qualifiée. Le marché de la main d'œuvre est en général accessible à tous les ménages (aussi longtemps qu'ils disposent de main d'œuvre masculine). Les ouvriers en recherche d'emploi se rassemblent sur des places précises où les constructeurs peuvent les trouver. Cette activité explique aussi l'importance des frais de transport dans le budget des ménages. Un travailleur est susceptible de panacher plusieurs de ces activités (main d'œuvre qualifiée et non qualifiée) au cours du mois.

Type	Détails	Groupes
Main d'œuvre non qualifiée, sans outils	Payé 1000 UM / 1500 UM + 1 repas par jours. Ces personnes doivent être embauchées par un maître qui possède les outils et négocie les contras.	TP
Main d'œuvre non qualifiée, avec outils	Payé 1500 UM / 2000 UM sans repas par jours. Peut travailler à son compte où pour un maître.	TP, P
Main d'œuvre qualifiée, avec outils individuels	Payé 3000 UM / 4000 UM sans repas, par jours. Travaille à son compte sur des petits chantiers courts.	P, M
Main d'œuvre qualifiée, avec un ensemble d'outils pour plusieurs ouvriers (Maître ou petit entrepreneur du bâtiment).	Payé 4000 / 5000 UM avec repas par jours.	M

La plupart des emplois non qualifiés dans le bâtiment sont fournis par les activités de terrassement, maçonnerie et transport de matériel. Ces activités connaissent une nette diminution pendant la saison des pluies.

Les métiers d'extraction, transport, et commerce de gravier / sable etc... ont la même saisonnalité, mais ne sont pas typiques de toutes les zones d'étude. L'extraction et le commerce de sel concerne également une minorité de travailleurs, et est active uniquement pendant les deux à trois derniers mois de la saison sèche.

Main d'œuvre féminine

La plupart des femmes pratiquent le petit commerce et travaillent dans la filière de production de voiles (habits féminins). Le type exact pratiqué varie selon le groupe de moyens d'existence, essentiellement en raison du besoin plus immédiat de retour sur investissement des ménages pauvres. Ainsi, comme dans la plupart des chaînes de production, les ménages P et TP se retrouvent au début de la chaîne tandis que les ménages de type M et N se retrouvent en fin de chaîne, dans la transformation et le commerce. Les périodes de plus grande demande pour les voiles féminins sont lors des trois fêtes principales, en XXX, où les prix et la demande peuvent doubler. Il est à noter que l'importation récente de voiles provenant d'Asie, dont les prix sont inférieurs, ont considérablement réduit la demande de voiles pendant l'année de référence, et devraient continuer à le faire dans le futur ! Il serait extrêmement important pour le gouvernement mauritanien d'étudier en détail cette filière, et de mesurer les conséquences potentielles d'une protection commerciale limitée de la production intérieure : si le bénéfice de cette démarche serait évident sur les ménages pauvres des zones périurbaines, l'impact sur le pouvoir d'achat des ménages en zone rurale pourrait se révéler négatif.

Groupe	Commerce	Artisanat
TP	Tablier : capital 5000 UM Petit commerce de produits frais (légumes, poissons)	Tissage de voiles de qualité inférieure, 3 voiles par personne (1 à 2 personnes) par mois, bénéfice de 500 UM à 800 UM par voile.
P	Tablier : capital 5000 UM Petit commerce de produits frais (légumes, poissons)	Tissage de voiles de qualité inférieure, 3 à 4 voiles par personne (1 personne seule) par mois, revenu de 500 UM à 800 UM par voile.
M	Petit commerce de produits frais (légumes, poissons)	Tissage de voiles de moyenne qualité, plus teinture des voiles et éventuellement re-teinture de vieux tissus pour la construction de tentes.
N	Commerce (dont alimentaire)	Tissage de voiles de qualité, 1 voile par mois en général, 6000 à 8000 UM de revenu par voile

Travail des adolescents

Les adolescents et les adultes non encore mariés au sein du ménage sont également mis à contribution pour améliorer les revenus du ménage. Le plus souvent, les garçons supportent leur père sur les chantiers, où travaillent sur une charrette (louée pour les ménages pauvres, achetées pour les ménages moyens) au transport de marchandises et d'eau. Les filles aident leur mère à tenir le ménage, mais aussi à tenir un éventuel petit commerce, et à tisser des voiles.

Accès à crédit

Les ménages du groupe des TP n'ont en général pas accès au crédit, que ce soit en nature ou en cash. Les ménages des autres groupes vont avoir tendance à acheter à crédit, en général auprès des boutiquiers, des aliments qui sont en général remboursés sur la semaine. Le montant maximal consenti par la plupart des boutiquiers pour ce genre de prêt varie entre 500 et 2000 UM. Le montant estimé des empreints effectués sur le mois se porte à environ 2000 UM par mois.

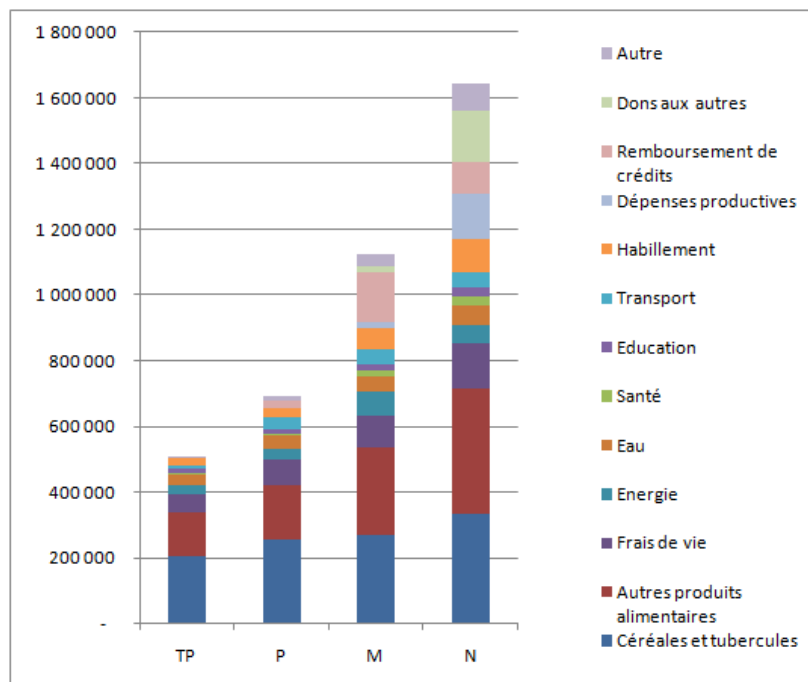
Les ménages du groupe des moyen sont aussi dépendants de l'accès au crédit pour leurs activités commerciales (achats de stocks à crédit°, d'où l'importance de ce poste dans leurs revenus comme dans leurs dépenses. Dans leur cas, le crédit est remboursé mensuellement, lors de nouveaux approvisionnements. Le montant emprunté moyen est d'environ 12.000 UM.

DEPENSES

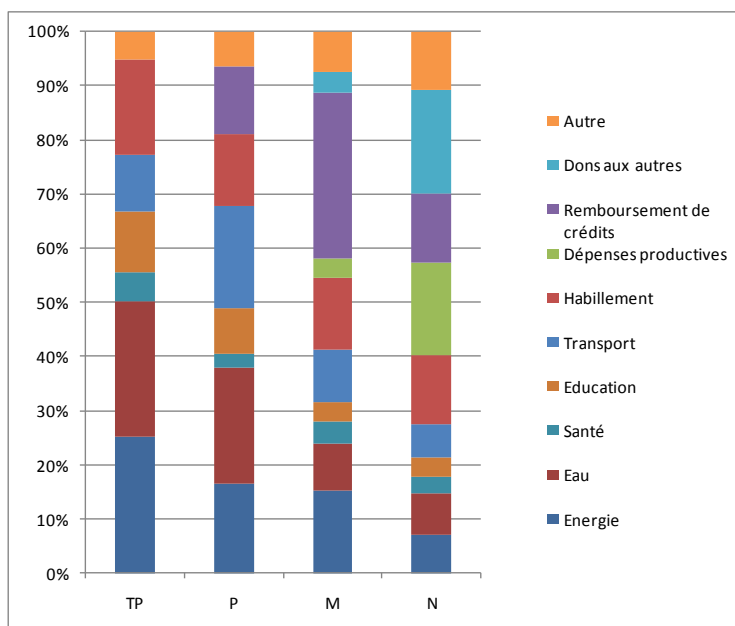
Les dépenses alimentaires⁸ représentent 66% et 61% du revenu des ménages très pauvres et pauvres respectivement, contre 48% et 43% des dépenses des ménages moyens et nantis. Notons, en particulier pour les ménages nantis, que ces derniers achètent une partie de leurs aliments en gros, en centre ville, et sont donc capables de dépenser une somme comparable à celle dépensée par les ménages P, mais en achetant des quantités largement supérieures et de meilleure qualité.

Au sein des autres dépenses, les autres frais de vie (thé, hygiène), d'eau et d'énergie sont les trois principaux postes de dépenses pour les ménages TP et P. Notons que les frais en eau sont extrêmement variables, et augmentent en moyenne de 50% lors de la saison sèche. La moyenne de litres d'eau achetés est environ de 11L, 14L, 15L et 20L par personne et par jours respectivement pour les groupes TP, P, M et N, ce qui est loin en dessous des standards SPHERE. Les frais d'énergie sont réduits pour les ménages aisés car ces derniers sont capables d'acheter du gaz et non du charbon, ce qui représente une dépense immédiate plus importante mais se révèle plus rentable.

Il est intéressant de noter que les ménages les plus pauvres dépensent 50% de leur budget non-alimentaire uniquement pour leur approvisionnement en eau et en énergie !



Dépenses monétaires, désagrégées par groupe socio-économique



Dépenses monétaires non alimentaires, en % du total des dépenses non alimentaires, désagrégées par groupe socio-économique

⁸ Etant donné la part non négligeable du sucre et de l'huile à la fois dans les dépenses alimentaires et dans les apports énergétiques, il est plus intéressant de considérer l'ensemble des dépenses alimentaires plutôt que juste les dépenses en céréales et tubercules.

Détail des dépenses annuelles par ménage	TP	P	M	N
Montant total des dépenses annuelles	508 668	690 227	1 124 136	1 642 251
Céréales et tubercules	205 580	255 840	271 550	332 300
Autres produits alimentaires	131 188	166 707	264 306	382 551
Frais de vie	57 300	78 180	96 680	138 200
Energie	28 800	31 200	74 400	55 200
Eau	28 800	40 800	43 200	60 000
Santé	6 000	4 500	20 000	25 000
Education	13 000	16 000	17 000	29 000
Transport	12 000	36 000	48 000	48 000
Habillement	20 000	25 000	65 000	100 000
Dépenses productives	-	-	18 000	136 000
Remboursement de crédits	-	24 000	150 000	100 000
Dons aux autres	-	-	20 000	152 000
Autre	6 000	12 000	36 000	84 000

Les frais de transport et de communication sont les plus faibles pour le groupe TP (expliquant probablement en partie leur moindre intégration dans le marché de la main d'œuvre quotidienne), et augmentent progressivement pour le groupe P puis M. Cependant, c'est le groupe P qui dépense le plus grand pourcentage de ses revenus en transport (5%), révélant leur dépendance à un accès quotidien au centre ville pour vendre leur main d'œuvre.

L'importance de l'accès au crédit pour les ménages moyens, lié à leurs différentes activités commerciales (courtiers, boutiques) démontre leur vulnérabilité aux chocs économiques en général. La plupart de ces crédits sont fournis par des proches et relations commerciales (fournisseurs etc.). Si ces opérateurs plus nantis sont affectés (augmentation des taux d'emprunts, inflation...) il est très probable que le secteur de la construction sera très perturbé par le manque d'accès au crédit, ce qui en retour affectera les ménages des groupes P et TP.

Enfin, il faut noter les efforts économiques réalisés par les ménages du groupe M et N en dons aux autres groupes. Pour le groupe M, uniquement les dons en argent (zakat, dons pendant les fêtes pour l'achat de vêtements) sont comptabilisés. Pour le groupe des Nantis, le chiffre avancé inclut les dons en cash, mais également la valorisation des parts de repas cuits et offerts à des voisins moins fortunés, où des aliments non préparés sont donnés. Un ménage nantis peut distribuer ainsi de l'aliment de façon très régulière à 4 ou 5 ménages dans le voisinage, et chaque distribution peut représenter 20 à 25% du repas préparé. Les « dons » en thé et sucre, probablement importants en termes d'énergie et d'argent distribués, n'ont pas été évalués.

CHOCS

La liste des risques encourus par les ménages des zones périurbaines reste assez limitée et varie peu d'un site à l'autre. Il est à noter que la plupart de ces risques sont des risques locaux affectant l'ensemble des ménages de la zone. Ces risques sont arrivés au moins une fois dans les trois précédentes années, et l'un d'entre eux est saisonnier : la hausse du prix de l'eau. Enfin, le seul risque à l'échelle du foyer qui a été noté (risque de maladie) semble assez fréquent et peut avoir un impact considérable sur l'économie des ménages.

La multiplicité des risques fréquents explique l'importance fondamentale des « systèmes d'assurance » traditionnels que sont l'entraide entre proches et voisins, ainsi que l'accès au crédit. On comprend mieux aussi le caractère extrêmement vulnérable d'un ménage qui n'a pas accès aux crédits dans ces conditions !

Notons enfin que certaines zones ont mentionné comme l'un des risques majeurs la possibilité d'être délogés sans compensations de leur habitat.

Risques

La liste des risques et leur importance varie peu d'un site à l'autre :

	Risque principal	Risque secondaire
Marchés alimentaires	Hausse des prix	Rupture d'approvisionnement / faible disponibilité
Sources de revenus	Diminution des activités économiques (en particulier des activités de main d'œuvre)	Diminution de la rémunération
Services	Insuffisance des approvisionnements en eau	Maladie (manque des structures sanitaires adéquates et coût des soins prohibitifs).

Stratégies

Les stratégies de réponse aux chocs sont assez homogènes parmi les groupes. L'ensemble des groupes réagira par une réduction des dépenses alimentaires (qualité) et d'habillement. Les ménages moyens et nantis évoquent également une réduction des dons aux autres (membres de la famille, proches, voisins), ainsi qu'une réduction des frais de communication et de transport. Les ménages des foyers pauvres et très pauvres évoquent un recours plus fréquent à la marche à pied.

Ces réductions de dépenses vont affecter directement la qualité de l'alimentation des ménages les plus pauvres (réduction des achats de poisson et de viande ; remplacés par des achats de légumineuses).

De même, les réductions des frais de transport vont directement impacter la capacité de ces ménages à rechercher du travail de main d'œuvre non qualifiée ! Enfin, certains groupes ont évoqué la possibilité de vendre leurs outils productifs (pelle, pioche etc...) pour investir dans un petit commerce. Cette dépense diminue mais ne réduira pas les revenus provenant de la main d'œuvre non qualifiée !

Enfin, lors de certaines interviews, des ménages du groupe des très pauvres ont évoqué la possibilité d'envoyer un membre de la famille travailler et vivre au loin, en particulier des membres jeunes du ménage (travail de bonne en ville etc...) et de recourir plus fréquemment à la mendicité.

RECOMMANDATIONS

Indicateurs de sécurité alimentaire

Groupe	Vulnérabilités	Indicateurs
TP et P	Prix alimentaires	Prix du riz, blé, sucre et huile dans les commerces <u>locaux</u> (ou prix de gros + coût du transport par charrette)
	Prix de l'eau, du charbon, du transport de personnes	Prix du tonneau de 200L livré (après transport par charrette), prix du charbon et du gaz sur les marchés locaux, prix de l'essence.
	Dynamisme des activités de construction et portuaires	Tonnage importé au port Nombre de m ² de bâtiments mis en construction Coût de la journée de travail
	Marché des habits féminins (voiles)	Imports en voiles à bas prix Prix de vente des voiles finis (production locale) et de la matière première.
M	Accès au crédit	Dynamisme des réseaux bancaires Evolution du nombre de ménages insolubles, augmentation non typique du volume général des crédits consentis par les commerçants de détail (impact sur la consommation ^o et les commerces de gros (impact sur les petites activités commerciales).
	Dynamisme des activités de construction et portuaires	Voir plus haut
	Marché des habits féminins	Voir plus haut
N	Vulnérabilité spécifiquement liée à l'activité principale	

Il est important pour évaluer la sécurité alimentaire des ménages de la zone d'étude de surveiller toute évolution des marchés et des politiques qui influent sur :

- L'accès au crédit (banque centrale de Mauritanie, taux d'intérêts officiels etc...)
- Les imports d'aliment et les prix internationaux des denrées alimentaires
- La structuration des métiers du bâtiment (concentration possible du secteur autour d'un nombre restreint d'entreprises privées qui réduirait les opportunités quotidiennes de vente de main d'œuvre – législations sur la sécurité des ouvriers, accréditation des professionnels du bâtiment etc...)
- Les imports de textile transformés (volumes et prix)
- Le transport par route (régulation du prix de l'essence, système d'accréditation des licences de taxi et bus...)
- L'approvisionnement en eau
- La politique de lotissement
- Ces constructions de bâtiments publics et privés

Interventions de sécurité alimentaire

On peut considérer que environ 42% de la population des zones périurbaines ne peut pas assurer sa sécurité alimentaire sans aide extérieure, et même ainsi ont un régime alimentaire probablement trop peu diversifié (ce qui devrait être confirmé par d'autres études en cours). Leur dépendance au revenu généré par de la main d'œuvre adolescente limite la période de scolarisation, et donc le niveau d'éducation, de leurs enfants.

Cependant, ces ménages parviennent la plupart du temps à assurer leurs besoins alimentaires et de dépenses grâce au support de proches et voisins. Lors de l'année passée, les ménages nantis redistribuent une partie importante des aliments qu'ils cuisinent à 4 – 5 ménages du voisinage. Les dons en cash, lors des cérémonies traditionnelles (dons en cash pour l'achat de vêtements, pour les fêtes religieuses etc...) sont également importants. Ces systèmes d'entraide seront cependant les premiers touchés en cas de choc économique sur les activités des ménages moyens et nantis !

Les systèmes d'entraide communautaires sont très développés et ne devraient pas être perturbés par une intervention, car ils constituent pour les plus pauvres un véritable filet de sécurité (environ 4% des revenus en cash et 3% des besoins alimentaires sont couverts annuellement par des dons pour les ménages les plus pauvres). Pour cette raison, il semble important que des programmes visant à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages les plus pauvres se fassent par des interventions directes très ciblées sur les ménages les plus vulnérables, et par des interventions plus orientées vers un support économique à certaines filières pour améliorer le revenu pour la majorité.

1- Protection des plus pauvres contre les chocs

Les ménages très pauvres pourraient être soutenus de façon saisonnière, soit sous forme de bons d'achat (pour l'eau et de la nourriture), soit sous forme de transfert d'argent. Cependant, il semblerait important de limiter ce support aux ménages incapables de bénéficier d'autres interventions suggérées dans ce rapport, en particulier les ménages n'étant pas capables de bénéficier d'une augmentation de la demande en main d'œuvre non-qualifiée. Ces ménages sont en général des foyers avec une femme chef de foyer, sans autre main d'œuvre adulte disponible, et devraient être sélectionnés en fonction de leur appartenance aux ménages du groupe des TP et leur manque de main d'œuvre adulte masculine.

Un transfert d'environ 3000 UM par mois pendant deux mois devrait permettre à ces ménages de compenser les pertes de pouvoir d'achat consécutives à l'augmentation du prix de l'eau, pendant la période la plus difficile de l'année, mais ne permettrait pas de soutenir ces ménages tout au cours de l'année pour améliorer leur régime alimentaire (voir plus loin). Ce « lissage » des besoins des ménages leur permettrait cependant de bénéficier pleinement d'un programme de plus long terme sans en hypothéquer les bénéfices, et constituerait une forme de protection contre ce choc saisonnier. Rappelons que la plupart des communautés classent l'approvisionnement en eau comme un risque chronique majeur sur leurs moyens d'existence !

Dans le même état d'esprit, la maladie constitue un choc majeur pour la plupart des ménages qui dépendent principalement de la main d'œuvre d'une seule personne pour leurs revenus ! Fournir à ces ménages des soins de santé gratuits et efficaces diminuerait considérablement leur vulnérabilité.

2- Intervention de plus long terme

Diminuer les dépenses en eau

Le programme gouvernemental en cours pour améliorer l'approvisionnement en eau de la ville de Nouakchott, son impact sur le prix de l'eau n'est pas encore connu.

En particulier, le transport de l'eau constitue 50% à 66% (saison sèche) du coût total de l'eau consommée par les ménages, mais également 10% à 20% du revenu des ménages pauvres et très pauvres. La saison sèche se

caractérisé par un nombre plus faible de points d'eau approvisionnés, d'où une plus grande distance parcourue par les charretiers pour s'approvisionner, et une plus grande attente au point d'eau. Ainsi, si le prix de l'eau pour les ménages augmente de 50%, le bénéfice pour les charretiers n'augmente pas forcément en proportion. Il semble donc important de multiplier les points de distribution d'eau fonctionnels pendant la saison sèche à proximité des centres de population, ce qui réduirait le temps moyen d'attente aux points d'eau pendant la saison sèche. La conséquence serait de diminuer l'augmentation du prix de l'eau pour les ménages durant la saison sèche, de ne pas trop réduire le bénéfice des charretiers en leur permettant de réaliser de plus nombreuses livraisons journalières, et de diminuer la concurrence entre le transport de l'eau et le transport de nourriture pour les boutiquiers (ce qui en retour aurait un impact positif sur l'augmentation saisonnière des prix locaux).

Supporter sur le long terme la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables

Parmi le groupe des TP, certains ménages n'ont que peu de capacité pour améliorer leur situation, en particulier en raison du manque de force de travail (un seul adulte capable de travailler, en général une femme). Ces ménages pourraient bénéficier d'un support régulier de leur sécurité alimentaire, sous forme de filet de sécurité mensuel. Un transfert régulier améliorerait probablement leur capacité à accéder au crédit, et donc de lisser la qualité de leur consommation alimentaire, mais aussi leur capacité à développer un petit commerce où une autre activité économique. Un montant mensuel de 2,800 UM permettrait à ces ménages de ne plus dépendre d'aide extérieure pour 10% de leurs besoins alimentaires ! Le bénéfice serait cependant plus attendu au niveau de leur capacité à améliorer leur revenu : accès au crédit dans les boutiques et non-dépendance des repas offerts par les employeurs ! Un tel programme devrait être accompagné d'un programme permettant à ces ménages de développer leurs revenus (en particulier soutenir leur petit commerce alimentaire) leur permettant à terme de ne plus dépendre d'aide extérieure.

Notons que les autres ménages du groupe des TP, s'ils ne bénéficient pas d'un support du marché de la main d'œuvre non qualifiée, devraient également être considérés pour un support régulier de leur sécurité alimentaire.

Protéger la sécurité alimentaire des ménages pauvres et très pauvres en général

Le marché de la construction est la principale activité économique supportant la sécurité alimentaire des trois premiers groupes de ménages. Plutôt que de soutenir la sécurité alimentaire des ménages P et TP par un transfert direct, il semble possible de le faire en favorisant la construction de bâtiments privés et de petite taille. Ainsi, un programme d'aide à la construction pour les ménages ayant bénéficié d'un programme de lotissement aurait un impact direct sur l'économie de l'ensemble des zones périurbaines. Un tel programme, pour bénéficier à l'ensemble des ménages dépendant de la main d'œuvre non qualifiée, devrait s'assurer que le marché ainsi créé ne soit pas limité au bénéfice de quelques gros entrepreneurs. Deux options semblent possible, soit une organisation du travail sous forme de « travail pour argent », ce qui serait probablement assez coûteux en termes de suivis et de management, soit une allocation de construction (sous conditions) pour les ménages lotis appartenant aux groupes P et TP (qui auront beaucoup de difficultés pour investir dans leur propre habitât). Ainsi, la dynamique de lotissement (où au moins la dynamique de construction) pourrait être planifiée annuellement en prévision de l'évolution de la sécurité alimentaire des ménages au cours de l'année. Bien entendu, un tel programme doit être planifié en avance et ne peut pas couvrir les besoins nés d'un choc imprévu, mais au contraire lisser les variations prévisibles, de long terme, de la sécurité alimentaire des ménages. Notons que si les ménages du groupe des Pauvres sont assurés de bénéficier d'un tel support, il pourrait être pertinent d'aider les ménages du groupe des Très Pauvres à accéder à des outils de construction basiques (pelle, pioche... la valeur moyenne du « kit » de travail d'un ouvrier de ménage pauvre est de 3000 UM environ) et à s'insérer mieux dans le marché du travail (subvention pour le transport, la communication etc.). Un tel système pourrait s'opérer par l'organisation de « groupes de travail » capables de louer des outils etc... Il set cependant capital de s'assurer qu'un tel type d'intervention n'aura pas d'impact négatif sur le revenu des ménages déjà insérés sur le marché de l'emploi. En particulier, un programme de large échelle promouvant la main d'œuvre non qualifiée des plus pauvres devrait toujours s'accompagner d'un programme de relance des activités de construction !

Le petit commerce de produits (en particuliers alimentaires) secs et frais est un moteur essentiel de la sécurité alimentaire des ménages les plus pauvres. La demande locale en produits alimentaires dépend bien sûr de la capacité des autres ménages à dégager des bénéfices sur le marché de la main d'œuvre : un programme de support du petit commerce ne peut être considéré comme une intervention indépendante, au risque de diminuer la sécurité alimentaire des ménages pauvres et très pauvres qui sont déjà présents sur ce marché. Cependant, il serait possible de supporter les plus pauvres à rester sur ce marché où à développer leurs bénéfices par une

provision intelligente d'un capital de départ (crédits ou dons) individuel ou toute autre forme d'aide limitant les risques de ce commerce (coût du transport, capacité à contrôler et maintenir la qualité des produits frais etc...).

Dans le même état d'esprit, les bénéfices engendrés par les activités féminines doivent être protégés. C'est en particulier le cas du **tissage de voiles**, qui est une activité économiquement secondaire (comparée à la vente de main d'œuvre et au commerce) mais pratiquée par la majorité des ménages. Défendre et supporter cette filière semble essentiel à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations de la zone d'étude. Un tel programme pourrait être fait à la fois par une protection contre les imports de textiles finis trop concurrentiels, mais aussi par une meilleure organisation, voire une subvention, de la filière qui devrait être basée sur une bonne analyse de valeur ajoutée le long de la chaîne de production.

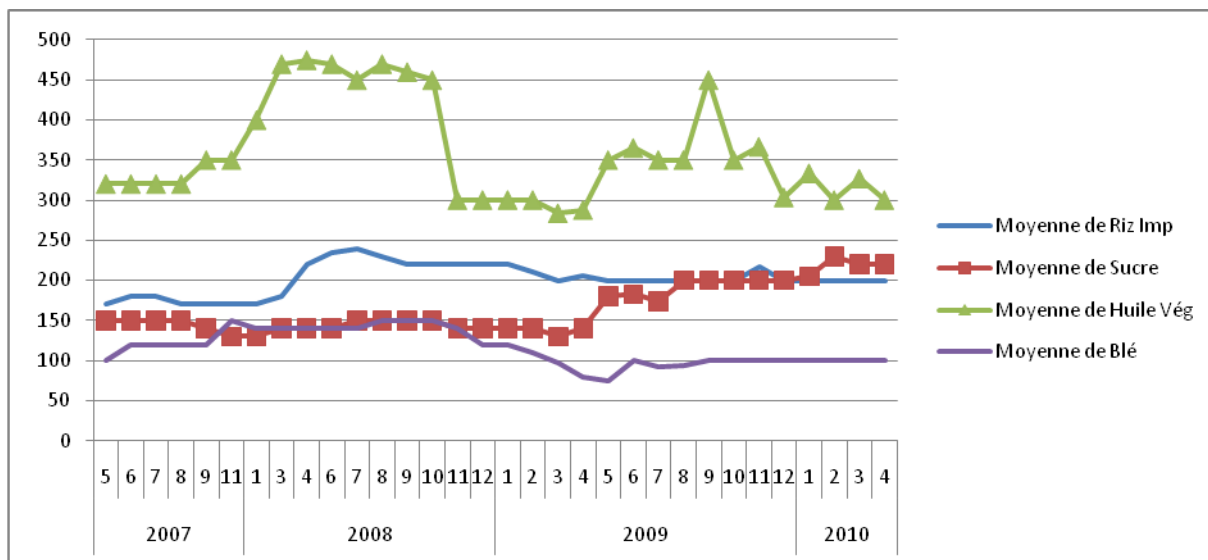
Diversifier l'économie des ménages

L'économie des zones périurbaines de Nouakchott est presque entièrement basée sur le moteur de la demande générée par les populations urbaines, elle-même presque entièrement dépendantes des investissements administratifs. Cette demande tire derrière elle le marché de la construction privée et le commerce de produits alimentaires et de viande. Les activités portuaires sont plus indépendantes des investissements administratifs, mais n'ont pas un impact économique sur la majorité des ménages des zones périurbaines !

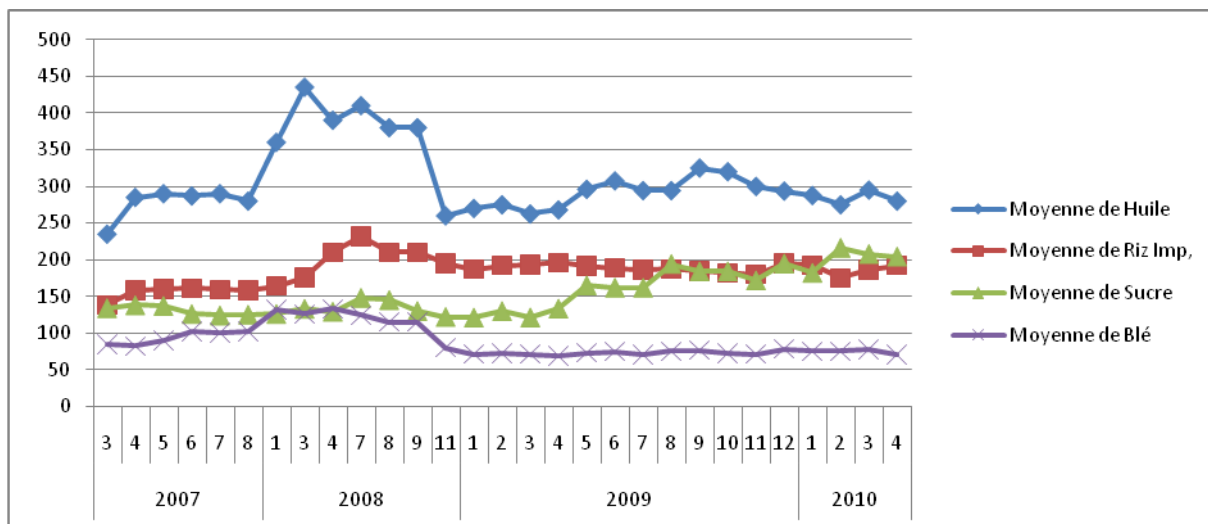
Ainsi, un support de la sécurité alimentaire des plus pauvres par un investissement progressif dans la construction est possible, mais ne doit pas faire oublier la vulnérabilité du système économique de la ville due à sa dépendance à une seule source de revenus. Il semble extrêmement important de tenter de diversifier cette économie par des activités de transformation destinées au marché intérieur et régional. Le commerce de voiles en est un bon exemple, mais d'autres opportunités économiques devraient être identifiées et supportées pour réduire la vulnérabilité des populations périurbaines à un changement de politique d'investissement du gouvernement Mauritanien (restrictions budgétaires etc.).

Prix alimentaires sur le Marché Capitale

Graph 1. Prix au détail sur le marché principal de Nouakchott – Source CSA

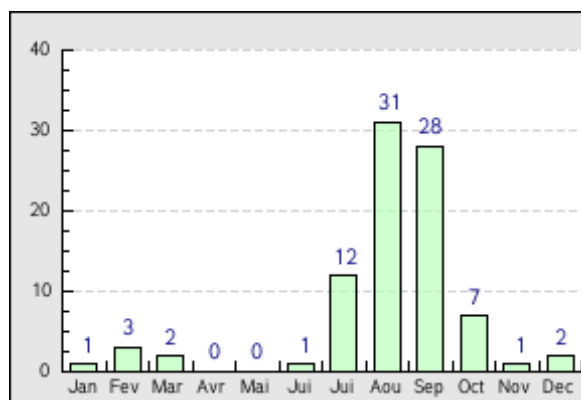


Graph 2. Prix de gros sur le marché principal de Nouakchott – Source CSA

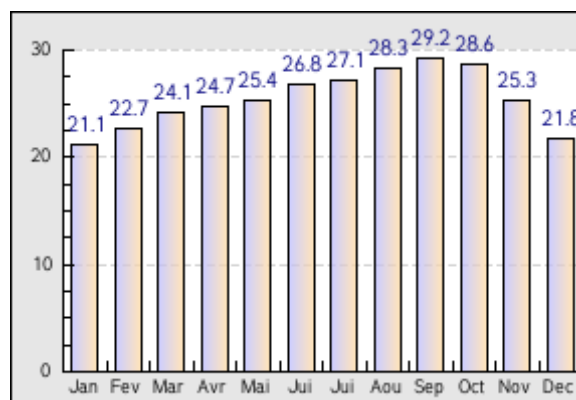


DONNEES METEOROLOGIQUES

Pluviométrie



Température moyenne



DONNEES DE SCOLARISATION

Taux d'admission et de scolarisation par wilaya pour l'année 2001/02

Wilayas	Taux d'admission		Taux de scolarisation	
	Brut	Net	Brut	Net
HODH CHARGUI	114,6 %	53,6 %	84,3 %	77,2 %
HODH GHARBI	110,7 %	49,9 %	86,2 %	56,5 %
ASSABA	112,6 %	59,4 %	93,8 %	76,5 %
GORGOL	108,5 %	39 %	75,6 %	55,8 %
BRAKNA	111,8 %	21 %	90,2 %	59,7 %
TRARZA	123,7 %	34,1 %	90,7 %	61,2 %
ADRAR	112,5 %	39,5 %	115,9 %	61,3 %
DAKHLET NDB	131,1 %	27,1 %	135,2 %	47 %
TAGANT	131,2 %	41,8 %	111,4 %	70,7 %
GUIDIMAKHA	105,5 %	39,8 %	75,0 %	61,3 %
T. ZEMOUR	106,7 %	40,6 %	119,7 %	63,7 %
INCHIRI	115,8 %	18,3 %	112,4 %	36,9 %
NOUAKCHOTT	92,8 %	19,5 %	100,2 %	45,5 %
MOYENNE NATIONALE	110,3 %	40,2 %	91,05 %	59,5 %

Source: Étude sur le projet de PNDPE 2004.

QUESTIONNAIRES
